

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

Le Ministre

الوزير

Alger,

رقم: 219 / أ.و.

الجزائر في 1 مارس 2011

INSTRUCTION

MESSIEURS :

- LE PRESIDENT DE LA SGP/SGDA
- LE PRESIDENT DE LA SGP/PRODA
- LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ONTA
- LES DIRECTEURS DES SERVICES AGRICOLES DES WILAYAS

OBJET : Conditions et modalités de mise en œuvre de partenariats en vue de la gestion et de l'exploitation des fermes pilotes érigées en entreprises publiques économiques (SPA)

REFERENCES :

- Résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du Conseil des participations de l'Etat ;
- Note n° 109 DC/PM du 27 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre

La présente instruction a pour objet de déterminer les conditions et les modalités de mise en œuvre du partenariat entre les fermes pilotes destinées au partenariat et érigées en sociétés par actions et des partenaires personnes physiques ou morales de droit algérien en application de la Résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du Conseil des participations de l'Etat et de la note n° 109 DC/PM du 27 février 2011 de Monsieur le Premier Ministre .

Elle définit les principes directeurs qui doivent gouverner les processus de partenariat, les modalités de choix des partenaires et de formalisation du partenariat ainsi que les conditions de mise en œuvre.

I. LES PRINCIPES DIRECTEURS

Au regard de la situation qui prévaut au niveau des fermes pilotes, et pour permettre une intervention cohérente, dans la perspective de leur intégration à l'ensemble du dispositif mis en place, la réhabilitation et la redynamisation de ces espaces agricoles deviennent une exigence, voire un impératif en raison notamment des grandes potentialités qu'elles recèlent et du rôle qu'elles peuvent jouer dans la mise en œuvre de la politique de développement agricole et rural.

En effet, ces fermes pilotes pourront constituer :

- une capacité de production de matériel de base en matière de semences, plants et géniteurs pour les filières stratégiques ;
- des centres de sélection et de multiplication des potentialités génétiques animales et végétales pour la préservation des espèces locales ;
- un potentiel pour la mise en œuvre des programmes de développement de différentes filières agricoles.

Il est évident, au regard des expériences antérieures, que ces objectifs ne peuvent être atteints dans les formes d'organisation et de gestion actuelles ; c'est pour cette raison qu'il est apparu nécessaire de procéder à la mise en œuvre de la législation relative à l'investissement à ces entreprises économiques à travers l'ouverture de leur capital aux investisseurs professionnels nationaux et étrangers notamment les dispositions des articles 58 et 62 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi des finances complémentaire pour 2009 et de la résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du CPE.

Toutefois, il est entendu que les terres et les bâtiments de production rattachés à ces fermes sont et demeureront, la propriété de l'Etat ; elles sont mises à leur disposition par voie de concession conformément aux dispositions du décret exécutif n°11-06 du 10 janvier 2011, précisant les modalités d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat affectés ou rattachés à des organismes et aux établissements publics.

Une fois leurs statuts réaménagés en la forme de société par actions, une concession d'une durée de 40 ans renouvelable leur sera octroyée, leur patrimoine doit être évalué de façon à ouvrir leur capital à des partenaires nationaux ou étrangers.

Etant indépendantes des autres procédures, les opérations d'évaluation du patrimoine doivent être effectuées sans délai, en vous assurant, toutefois, que les méthodes d'évaluation utilisées soient fiables et adaptées au contexte particulier des fermes pilotes. Vous me rendrez compte régulièrement de l'état d'avancement de cette opération dont vous saisissez tout l'intérêt au regard de l'ouverture du capital.

La société par actions (Spa) ainsi créée, devra exercer pleinement et en toute autonomie les compétences qui lui sont dévolues par ses statuts tant dans la phase d'ouverture de son capital à des partenaires que durant la phase de réalisation des programmes d'investissements.

Il est donc impératif que les organes sociaux et de direction des sociétés chargées de la gestion des fermes pilotes soient immédiatement opérationnels et pleinement responsabilisés dans la conduite du processus des partenariats qui seront engagés dans le strict respect des procédures définies par la législation et réglementation en vigueur et la présente instruction.

Cependant en raison des enjeux qui s'attachent à ces entreprises et à la spécificité des actions que les pouvoirs publics entendent réaliser, il est nécessaire, au moins dans une phase transitoire d'organiser et d'encadrer les opérations de partenariat selon un dispositif particulier qui, tout en respectant les prérogatives des sociétés de gestion des participations de l'Etat, permet à l'Etat propriétaire des terres et du capital des entreprises d'intervenir à toutes les phases du processus décisionnel qu'il s'agisse de la liste des fermes à mettre en partenariat, de l'orientation du choix du partenaire, ou de la période à laquelle ces partenariats interviendront.

En tout état de cause, la réunion d'une assemblée extraordinaire de la SGP sera nécessaire pour la validation de toute opération liée au partenariat.

L'approche retenue est fondée sur les principes directeurs suivants:

- la concession comme mode d'exploitation des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, d'une durée de 40 ans, renouvelable;
- la production de semences et de plants de qualité ainsi que la production d'intrants destinés à accompagner le programme public de développement de l'agriculture ;
- le développement d'investissements agricoles avec des partenaires étrangers dans le respect de la législation économique nationale ;
- le développement agricole intensif avec des investisseurs nationaux présentant des références professionnelles.
- la priorisation des activités de préservation du patrimoine génétique national ;
- la participation en priorité à la couverture des besoins du marché national en matière d'écoulement de la production de la ferme.

II . MODALITES DE CHOIX DES PARTENAIRES :

Les fermes pilotes érigées en sociétés par actions (Spa) et destinées au partenariat peuvent engager un partenariat avec des personnes physiques ou morales de droit algérien, après appel à concurrence ou, sans appel formel à la concurrence, à l'initiative du Ministre de l'agriculture et du développement rural.

2.1. L'Appel à concurrence :

L'appel à concurrence sera réalisé en deux phases :

- L'appel à manifestation d'intérêt qui débouchera sur une liste restreinte de candidats (short list) ;
- L'invitation à retirer le cahier des charges aux candidats retenus sur la liste restreinte (short list).

2.1.1. Appel à manifestation d'intérêt.

Après adoption par le Ministre de l'agriculture et du développement rural d'une liste de fermes pilotes destinées au partenariat, la société de gestion des participations de l'Etat (SGP), procède au lancement de l'appel à manifestation d'intérêt à travers une large diffusion y compris sur le site web du Ministère de l'agriculture et du développement rural.

Le dossier d'appel à manifestation d'intérêt comporte :

- Un document attestant des références techniques et professionnelles du candidat;
- Une attestation de capacités financières établie par la banque du candidat.

Il sera demandé aux candidats de retirer auprès de la SGP, les fiches programmes des fermes pilotes, objet de l'appel à manifestation d'intérêt.

Les manifestations d'intérêt sont déposées auprès de la société de gestion des participations de l'Etat (SGP).

L'examen des manifestations d'intérêt est confié à une commission ad hoc présidée par le président directeur général de la SGP

Cette commission propose à la validation de l'assemblée générale extraordinaire, une liste restreinte « short list » des candidats admis à retirer le cahier des charges.

2.1.2. Invitation à soumissionner :

Les candidats retenus dans la liste restreinte (short list) seront invités à retirer le cahier des charges.

Le cahier des charges comportera, outre les instructions aux candidats et le cahier des clauses administratives générales :

- un modèle de déclaration sur l'honneur du candidat;
- un modèle de déclaration de solidarité de groupement le cas échéant ;
- un modèle d'engagement à mettre en place les compétences techniques et les moyens financiers nécessaires à la réalisation du programme ;
- un modèle de caution de soumission ;
- un modèle d'attestation par laquelle un établissement financier de premier rang, fait état de sa connaissance de l'offre et atteste que le candidat (soumissionnaire) dispose d'une capacité financière suffisante lui permettant de réaliser le projet;
- une annexe technique décrivant le programme de production, d'investissement et les objectifs de rendements établie sur la base de la fiche programme de la ferme pilote;

Les offres présentées conformément à la réglementation en vigueur, sont déposées auprès de la société de gestion des participations de l'Etat (SGP).

L'ouverture des plis est assurée par la commission sus évoquée; cette commission est chargée de se prononcer sur la recevabilité des offres par rapport au cahier des charges et aux documents qui l'accompagnent.

2.1.3. Evaluation des soumissions

L'évaluation des offres est confiée à une commission présidée par le président de la SGP.

Afin de permettre aux candidats admis à soumissionner, de remettre des offres, et de formuler leurs « business plan », des visites des lieux sont organisées conjointement par la Société d'exploitation et de valorisation des fermes et périmètres agricoles et la Direction des services agricoles de la wilaya concernée.

En effet, outre les documents cités ci-dessus, le candidat doit accompagner son offre d'un « business plan » élaboré après la visite des lieux et qui comprend : le montant des investissements, leur nature et l'échéancier - le système de production prévu- le mode de financement des investissements prévus - l'approvisionnement du marché national et l'exportation de produits agricoles (éventuellement) - les bénéfices prévisibles en spécifiant le montant, et, les proportions respectives de chacune des parties.

La sélection des candidats est opérée par la commission citée ci-dessus, sur la base des critères de notation suivants :

- Volume des investissements (Physique et financier)..... 25 points
- Délais de réalisation des investissements 15 points
- Production de semences, plants, géniteurs20 points
- Engagement sur les bénéfices à partir de la 3^{ème} année15 points
- Maintien et Création d'emplois 15 points
- Références techniques et professionnels et/ou Engagement
d'une institution technique à accompagner le partenaire.....10 points

Les soumissionnaires ayant obtenu une note inférieure à 50% sont éliminés.

Sur la base du procès verbal de la commission d'évaluation des offres visée ci-dessus, l'assemblée générale extraordinaire valide le choix du partenaire offrant les meilleures conditions de réalisation des programmes et de conduite technique. Dans le cas contraire, la procédure est relancée

2.2. Le partenariat initié à la demande du Ministre de l'agriculture et du développement rural, Président de l'assemblée générale de la SGP.

Le projet de partenariat peut être initié à la demande du Ministre de l'agriculture et du développement rural, sans recours à l'appel à concurrence, le Premier Ministre, Président du Conseil des participations de l'Etat, informé, notamment dans les cas où:

- le projet de partenariat présente un caractère prioritaire et d'importance nationale ;
- le projet de partenariat présente un intérêt technologique avéré;
- le projet de partenariat participe à une satisfaction importante de la demande nationale en produits agricoles ou d'intrants dépendant de l'importation;
- l'appel à manifestation d'intérêt est déclaré infructueux.

Dans ce cas, le partenaire est soumis au dépôt du même dossier cité ci-dessus.

III. FORMALISATION DU PARTENARIAT :

Le partenariat doit être conclu conformément aux dispositions des articles 58 et 62 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi des finances complémentaire pour 2009 et de la résolution n°007/102 du 17 mars 2010 du CPE.

Les projets de partenariats validés par l'assemblée générale de la SGP, sont soumis à l'examen et à la décision du conseil des participations de l'Etat (CPE)

3.1. Contenu de la convention de partenariat :

La convention de partenariat doit indiquer notamment :

- Le mode de passation ;
- L'objet de la convention ;
- Le patrimoine objet du partenariat désigné sur la base d'un inventaire physique ;
- La durée de la convention ;
- Le programme d'investissement ;
- Les conditions financières ;
- Les obligations et les droits des parties à la convention ;
- Le droit de reprise et l'exercice du droit de préemption par l'Etat ;
- Le régime du personnel d'exploitation ;
- L'entrée en vigueur et la fin de la convention ;
- Le mode de règlement des litiges.

3.2. La négociation de la convention de partenariat

La négociation de la convention de partenariat ne peut pas porter sur le droit de concession qui doit demeurer le droit de la ferme pilote même après ouverture du capital.

Vous voudrez bien me rendre compte de toute difficulté que vous rencontrerez à ce sujet lors de la négociation de la convention.

Une copie de la convention signée par les deux parties est notifiée au ministre de l'agriculture et du développement rural, au wali territorialement compétent et à la SGP.

IV. MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

4.1 Délai de démarrage des programmes d'exploitation :

Le délai de démarrage de la mise en œuvre des programmes d'exploitation objet de la convention de partenariat ne saurait excéder trois (03) mois à compter de la signature de la convention de partenariat par les deux parties.

Aucune modification du programme d'investissement ou de production arrêté dans la convention de partenariat et dans les conditions techniques ne peut être apportée après accomplissement des formalités de partenariat sans l'approbation préalable du Ministre de l'agriculture et du développement rural, à la demande la SGP concernée.

4.2. Evaluation et contrôle :

La société par actions qui a engagé le partenariat doit rendre compte annuellement à la SGP, durant les quatre (4) premières années du projet, de l'état d'avancement du programme convenu entre les parties.

En cas de retard constaté ou de non-conformité au cahier des charges de la concession de la terre ou à la convention de partenariat, la SGP met en demeure les partenaires d'avoir à se conformer au programme et au cahier des charges. En cas de persistance de la non-conformité, malgré une nouvelle mise en demeure, le partenariat peut être résilié à l'initiative de la SGP ou défaut à la diligence de l'office national des terres agricoles.

Au terme de la 5ème année, la société par actions qui a engagé le partenariat adresse à la SGP, un rapport exhaustif d'étape et un rapport financier certifié. Ce rapport d'étape comporte une analyse de l'impact du projet sur la SPA, gestionnaire de la ferme pilote et sur le programme de renouveau agricole et rural. Le rapport d'étape inclut un nouveau plan quinquennal et un budget actualisé.

A cet effet, l'office national des terres agricoles destinataire du rapport d'évaluation, désigne également un expert évaluateur et rend compte au ministre de la l'agriculture et du développement rural.

Sur la base du rapport de l'expert évaluateur et en cas d'évaluation positive, le Ministre de l'agriculture et du développement rural autorise le partenariat pour une durée additionnelle de 05 ans.

En cas de rapport négatif de l'expert évaluateur, l'office national des terres agricoles adresse à la société créée en partenariat une mise en demeure. Au cas où la mise en demeure reste sans effet, l'acte de concession est résilié par l'administration des domaines, à la diligence de l'ONTA, le Ministre de l'agriculture et du développement rural informé.

L'Office national des terres agricoles est chargé du contrôle des conditions d'application du cahier des charges par les partenaires ainsi que la conformité de l'exploitation des terres et des biens superficiaires en rapport avec les conditions techniques convenues dans le cadre du partenariat.

En dernier lieu et compte tenu de la reconfiguration du portefeuille des SGP en fonction des axes directeurs de la politique de renouveau agricole et rural arrêtée par la résolution du CPE du 17 mars 2010, je vous invite à élaborer et soumettre à débat dans les meilleurs délais, une charte définissant de façon claire, les rôles, les responsabilités et le processus de prise de décision au sein des groupes et entre les groupes et les SGP.

J'attache le plus grand prix à la stricte application de la présente instruction.



وزير الزراعة والتنمية الريفية
موريتانيا
(ش.م.ب. بن. ش.م.ب.)

En communication à:

- Monsieur le Premier Ministre ;
- Monsieur le Ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Monsieur le Ministre des finances ;
- Monsieur le Ministre de l'industrie de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement ;
- Madame et messieurs les Walis.